

Évolution des systèmes agraires et de production

LA RAPIDITÉ des transformations des systèmes de production et des systèmes agraires est illustrée sur des durées différentes (15 à 35 ans), à partir de quelques régions caractéristiques : les systèmes pastoraux au Nord-Tahoua (Niger), les zones cotonnières du Sud Mali, l'agriculture autour de la ville de Kano (Nigeria) et les zones café-cacao du Sud Cameroun.

Les lieux et phénomènes étudiés, volontairement contrastés, frappent par l'extrême diversité qu'ils recouvrent, en leur sein : diversité de conditions écologiques, de densités démographiques, proximité ou non des marchés, différenciation sociale, ou encore évolution de l'environnement économique. Ceci milite fortement pour des analyses concrètes et historiques identifiant les dynamismes, les contraintes et les opportunités. Concrètes, car faites avec les producteurs et ne se contentant pas d'énoncer quelques idées reçues.

Malgré tout, de grandes tendances se dessinent. D'abord, la capacité d'adaptation des agriculteurs et des éleveurs par la diversification des productions. Cette diversification joue sur la complémentarité des différentes activités — cultures d'exportation, cultures vivrières, maraîchage, élevage et agro-foresterie — et montre les limites de raisonner simplement en termes de filière. Cette complémentarité permet, notamment, au Sud Mali et au Nord Nigeria, la généralisation d'une culture continue et durable, utilisant largement fumier, compost et engrais.

Les changements économiques se combinent avec une transformation profonde des structures sociales. De nouvelles répartitions au détriment des femmes semblent s'instaurer. Mais surtout, les inégalités s'accroissent entre les exploitations, au niveau du foncier mais aussi des troupeaux, des équipements et de la maîtrise des réseaux commerciaux. La richesse se concentre au profit des grandes familles, des nouveaux agriculteurs urbains ou des commerçants. À l'autre extrémité, se dessine un prolétariat rural, composé de salariés agricoles, de métayers ou de paysans appauvris, fragiles, endettés. Ils n'ont souvent d'autre solution que de pratiquer l'abattis brûlis ou de surexploiter forêts et pâturages. La différenciation sociale trop forte entrave l'efficacité économique globale et la maîtrise des ressources naturelles.

C'est à une nouvelle politique de développement rural que nous invitent ces études : mieux combiner les facteurs techniques, économiques, sociaux et environnementaux, veiller à la réduction des inégalités (entre les régions, les exploitations et à l'intérieur des familles), créer des opportunités de travail et des services dans le monde rural, mieux relier villes et campagnes... Des axes politiques de plus en plus indispensables.



Sommaire

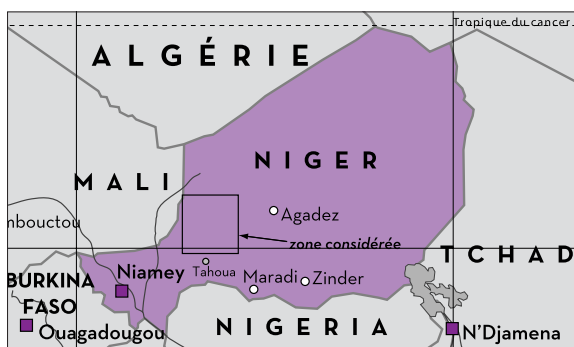
Nord-Tahoua (Niger) : le pastoralisme survit aux changements	14
Sud Mali : diversifier ou recentrer sur le coton ?	16
Café et cacao au Sud Cameroun : évolutions et contrastes sociaux	18
Kano (Nigeria) : intensifier tout en respectant l'environnement	20
Pour en savoir plus : définitions, carte des principales zones vivrières en Afrique de l'Ouest	22

Nord-Tahoua (Niger): le pastoralisme survit aux changements

► SYSTÈMES DE PRODUCTION

André Marty et Bernard Bonnet, Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (Iram), b.bonnet@iram-fr.org a.marty@iram-fr.org

L'ÉVOLUTION EN COURS dans les zones pastorales des pays sahéliens est considérable. Deux sécheresses historiques consécutives ont entraîné de profonds bouleversements, auxquels les éleveurs ont dû s'adapter, tant bien que mal. Pour autant, le pastoralisme demeure la base d'une économie et d'une société...



CET ARTICLE traite exclusivement d'une région que nous fréquentons par intermittence après un séjour de longue durée au début des années 70 (cf. carte ci-dessus). Trois décennies se sont écoulées, une durée suffisamment longue pour identifier et analyser les bouleversements climatiques, économiques et socio-politiques vécus par les pasteurs et tenter d'en comprendre les ressorts.

Trois décennies de changements. Différents champs d'évolution entre la période qui précède la grande sécheresse de 1972-1974 et celle récente qui coïncide avec le retour à l'apaisement, après le tumulte des années 90, peuvent être mis en perspective à l'aide du tableau ci-contre organisé en trois composantes : éléments généraux, évolution de l'agriculture, évolution de l'élevage.

En 1970, la situation paraissait globalement en continuité avec les cinq décennies précédentes qu'aucune crise sérieuse n'avait émaillées. Les changements jusque-là avaient été lents. Au plan de l'occupation de l'espace, on observait un grignotage progressif du sud de la zone pastorale par la montée des champs (l'administration avait bien tenté de freiner celle-ci avec la création de la limite nord des cultures en 1954, puis 1961, mais en vain). Au plan social, on pouvait noter la libération progressive des anciens liens de dépendance, ainsi que l'arrivée et l'installation des Peuls Wodaabe avec

Données générales	1969-1972	2001-2005
Organisation administrative	1 sous-préfecture toute récente, 3 postes administratifs	2 préfectures
Décentralisation	7 groupements touaregs, 1 arabe	idem + 4 groupements peuls 9 communes
Partis	Parti unique	Pluripartisme
Démographie (recensements administratifs)	Environ 80 000 habitants	?
Crises récentes (moins de 30 ans)	Néant	Sécheresses 73-74 et 82-84, rébellion des années 90
Pluviométrie	Satisfaisante	Déficit en 2004-2005
Opérateurs de développement	Services de l'État uniquement (limités en moyens mais fonctionnels)	Projets, ONG, Associations
Voies de circulation	Simple pistes	Route goudronnée + pistes
Agriculture	1969-1972	2001-2005
Dunaire	Contenue au sud	Forte montée vers le nord
Bas-fonds	Pratiquement absente	Assez répandue
Élevage	1969-1972	2001-2005
Pâturages	Forte dégradation autour des stations de pompage (surcharge) Perte en diversité	Restauration naturelle des forêts
Points d'eau	Forte emprise des stations de pompage (eau gratuite pour les usagers)	Eau payante sur les stations de pompage
Droits fonciers	Le droit public prédomine sur les droits prioritaires et privés (autour des stations de pompage)	Le code rural reconnaît le droit d'usage en commun et le droit d'usage prioritaire mais la privatisation des ressources se développe
Mobilité des troupeaux	Transhumance quasi générale vers le nord et les terres salées en hivernage	La transhumance d'hivernage a diminué Transhumances exceptionnelles en 2004-2005 vers le sud et l'ouest à cause du déficit hydrique
Mobilité des éleveurs	Nomadisme généralisé	Fixation plus ou moins permanente de nombreuses familles
Bergers salariés	Système peu développé	Système de plus en plus répandu
Marchés	Uniquement à la limite de la zone agricole et de la zone pastorale	Multiplication en plein cœur de la zone pastorale

Évolution des systèmes agraires et de production



**TYPLOGIE
SIMPLIFIÉE
DES ÉLEVEURS
DE LA ZONE
PASTORALE**

leur système d'élevage beaucoup plus mobile que celui des Touaregs et des Arabes, mais sans que cela ait causé beaucoup de problèmes. C'était aussi la création par l'administration de la sous-préfecture de Tchintabaraden au milieu des années 60, en lieu et place de l'ancienne subdivision nomade basée à Tahoua (150 km au sud). Au plan des ressources en eau cette époque a connu la création de puits en ciment et surtout de stations de pompage (véritable cadeau fait aux populations et à leurs chefs). Avec les vaccinations régulières des bovins, on observait aussi la croissance des effectifs dans un contexte de faible commercialisation.

Ce panorama va être complètement bouleversé par les sécheresses de 72-74, puis de 82-84. Ce sont des pertes importantes de cheptel, la formation de camps de sinistrés. Alors que l'État procède à la création d'un ranch d'État, la reconstruction des troupeaux par les éleveurs se fait plus ou moins rapidement en fonction des stratégies utilisées. Au niveau des prix des animaux, on observe aussi de fortes fluctuations suivies d'un véritable marasme jusqu'à la dévaluation du FCFA (janvier 1994), date à partir de laquelle l'élevage connaît un véritable essor commercial. Le front pionnier agricole est particulièrement agressif sur les bas-fonds et aussi sur les anciens pâturages dunaires. À tout ceci s'ajoute la déliquescence des organes de l'État suite aux plans d'ajustement structurel remettant en question la viabilité de bon nombre des services publics mis en place au profit des populations pastorales : entretien-gestion des stations de pompage, arrêt des vaccinations, effondrement du système de santé et d'éducation des enfants, etc.

Juste après, c'est la décennie 90, la rébellion touarègue, l'insécurité, les décheirements sociaux, sans oublier au niveau national une véritable ébullition politique suivie de la valse des régimes jusqu'à ce qu'émerge la Cinquième République, en 1999.

Reprise des activités économiques, différenciation entre éleveurs : présentation de la situation actuelle. La période récente est caractérisée par une forte reprise des activités économiques et commerciales. Des tendances assez marquées s'observent en termes de différenciation des éleveurs. Le schéma ci-dessus illustre cette diversité et présente une typologie des systèmes d'élevage de la zone pastorale considérée. Il s'organise autour de deux facteurs de différenciation entre les éleveurs en présence.

Le premier axe, horizontal, met en évidence l'opposition qui existe entre des éleveurs disposant d'un ancrage foncier sécurisé en bénéficiant de droits prioritaires d'accès à un puits et des éleveurs en recherche d'un espace de fixation reconnu. Ce premier axe oppose aussi une minorité d'éleveurs disposant de moyens techniques qui sécurisent, voire augmentent leur mobilité en période de crise (notamment camion pour le transport de l'eau, du bétail et d'aliments), aux éleveurs les plus nombreux qui voient se renforcer les obstacles à leurs déplacements (privatisation de certains points d'eau, enclavement des aires de pâturage en zone agricole et réduction des zones de repli).

Le second axe, vertical, oppose une catégorie d'éleveurs fortement insérée au marché et disposant d'un réseau et d'expériences dans le négoce du bétail,

à des éleveurs qui se trouvent fortement isolés face aux autres acteurs du marché et éloignés des pôles de commercialisation. Cette représentation met ainsi en lumière sept groupes d'éleveurs dont certains sont d'une grande vulnérabilité.

La décentralisation, frein au pastoralisme ? Une nouvelle donne vient d'apparaître dans le paysage institutionnel avec la mise en place toute récente de la décentralisation. Les premières élections ont eu lieu le 24 juillet 2004. À peine en place, les nouveaux conseils municipaux se heurtent à l'insuffisance des ressources budgétaires.

L'élevage pastoral restant incontestablement la principale source de revenus, le problème de sa fiscalisation se pose avec acuité. Pour un début, les communes ciblent surtout les marchés de bétail. Mais certains voudraient aussi taxer les mouvements des troupeaux, ce qui risque de perturber la mobilité, principal atout des systèmes pastoraux. Il ne faudrait pas que les limites des communes viennent s'ajouter aux limites des champs pour empêcher — ou taxer de façon indue — les déplacements du cheptel. Face à une telle éventualité, il est beaucoup attendu des cadres de concertation intercommunaux. Ces derniers, appuyés par les projets de développement, sont en relation avec le futur code pastoral.

Ainsi, après quelques trois décennies de crises et de bouleversements quasi incessants, le pastoralisme reste la base de l'économie et de la société et a encore besoin d'être reconnu et soutenu dans ce qui constitue sa force, son efficacité et sa capacité d'adaptation. ■

Le recentrage sur le coton: une évolution risquée¹ ?

région cotonnière, en particulier chez les agriculteurs les plus aisés.

Le développement des cultures de diversification, l'importance des céréales et des bovins dans les systèmes de production, montrent que la culture cotonnière, même si elle a joué un rôle moteur, n'a été finalement qu'un élément de la diversification des systèmes de culture dans le sud du Mali.

Un fossé qui se creuse entre grandes exploitations et petites exploitations en voie de marginalisation.

Dans chaque village, il existe des exploitations agricoles de dimensions inégales. Ce phénomène s'est accru avec la transformation des systèmes de culture (culture continue et diversification). D'une façon générale, la taille des troupeaux, le niveau d'équipement et les performances économiques obtenues au sein des exploitations, sont étroitement corrélés avec les effectifs familiaux. Les « grandes exploitations » (plus de trente personnes) sont celles dans lesquelles les revenus par actif sont fréquemment les plus élevés; à l'inverse, les exploitations de petite taille sont souvent les moins fortunées.

Au-delà de ces critères structurels, il faut noter que l'accès aux pâturages, aux bas-fonds, aux marchés, ainsi que les opportunités de travail extérieur

ne sont pas à la portée de toutes les exploitations.

La catégorie des grandes exploitations, qui restent aux mains de grandes familles souvent fondatrices, semble être en voie de différenciation rapide, en relation avec les modalités d'appropriation du foncier. Elles ont d'ores et déjà tendance à investir leurs capitaux dans des activités plus rémunératrices, comme des aménagements de bas-fonds (bananeraies, maraîchage), des plantations ou des activités non agricoles et à se désintéresser du coton.

Le devenir des exploitations de taille moyenne semble, lui, être d'abord conditionné par la possibilité de poursuivre la mise en culture annuelle de champs dont la reproduction de la fertilité permettra de stabiliser définitivement les surfaces.

Les petites familles, faute d'avoir accès à la fumure organique, à des fertilisants minéraux et à du matériel de traction en quantité suffisante, cultivent très peu, ou moins, de coton. Elles s'adonnent principalement aux cultures vivrières destinées à l'autoconsommation familiale. Le devenir de ces exploitations est largement conditionné par leurs modalités d'intégration au sein d'un marché du travail très segmenté, dans lequel elles n'ont accès qu'à des emplois à faible rémunération. ■

DANS LE CADRE de la restructuration actuelle de la filière coton, la société cotonnière a recentré ses activités sur le coton, délaissant la logique de diversification qu'elle appuyait jusqu'alors, et dont l'importance est démontrée par ces travaux.

Or, le développement de l'intégration agriculture-élevage est essentiel au maintien de la fertilité et donc à l'extension du système de culture continue et de la production cotonnière. Les travaux dont nous rendons compte ici soulignent qu'il conviendrait de favoriser les relations entre agriculteurs et éleveurs transhumants aujourd'hui souvent tendues. De même, le désengagement de la CMDT de l'approvisionnement en intrants céréales reste une menace pour sa fiabilité. Il faut cependant préciser que le passage à la culture continue n'est pas toujours plus rémunérateur s'il est opéré sous la contrainte en zone saturée et par des exploitants ne pouvant y maintenir la fertilité nécessaire.

La plupart des producteurs ont pour premier objectif la sécurité alimentaire de leur famille. Mais, la tendance à l'augmentation des superficies cotonnières aux dépens des céréales, pour maintenir les revenus dans un contexte qui se dégrade (augmentation du prix des intrants, baisse du prix du coton graine et localement baisse des rendements), contribuerait à la fragiliser. Cette fragilisation pénalise également la capitalisation (cheptel) et l'intensification (fertilité).

Si les grandes exploitations ont de plus en plus intérêt à se tourner vers des productions plus rémunératrices, il semble néanmoins peu probable qu'elles se détachent facilement du coton. En effet, la filière coton reste la seule filière encadrée, pour laquelle la production est systématiquement achetée au producteur et bénéficie d'un prix garanti en début de campagne. L'accès aux crédits reste gagé sur le coton et les intrants coton et céréales sont distribués aux exploitations encadrées par la CMDT et l'Office de la Haute vallée du Niger. ■



© CMDT

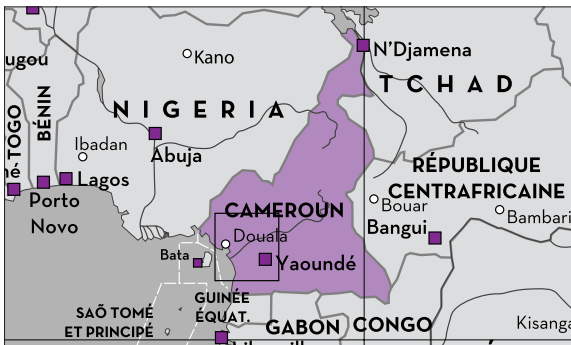
1. Point de vue de la cellule Suivi-Évaluation de la CMDT.

Café et cacao au Sud Cameroun : évolutions et contrastes sociaux

► AGRICULTURE FAMILIALE

Valantine Achancho, ingénieur agronome, expert en développement rural et management de projets.
achancho_va@yahoo.fr

LA RÉGRESSION RELATIVE des cultures de café et de cacao varie d'une zone à l'autre du Sud Cameroun. Mais, surtout, les recompositions mettent en évidence différentes catégories d'acteurs, aux intérêts divergents.



IL Y A UNE QUINZAINE D'ANNÉES, la zone Sud et Centre du Cameroun se caractérisait par une prédominance de systèmes de production à base de cultures de cacao et café¹. Toute l'organisation du système agraire était alors articulée autour de ces cultures destinées à l'exportation, pourvoyeuses de revenus pour les producteurs et de devises pour le pays : producteurs relativement « spécialisés » dans la production de ces graines, sociétés d'État qui assuraient l'approvisionnement en intrants, la vulgarisation, le transport, la transformation et la commercialisation.

Dans les années 90, avec la baisse des prix de vente sur le marché international de ces produits d'exportation, le désengagement de l'État de certaines fonctions en amont et aval de la production et l'âge élevé des vergers, ces systèmes de production ont connu une forte crise. La fragilisation des revenus a induit des changements importants dans les systèmes de production : les producteurs ont favorisé l'extensification et la minimisation des coûts de production, grâce à la réduction voire la suppression des traitements phytosanitaires sur les

cacaoyères et des apports d'engrais sur les caféières. La diversification a également eu lieu, avec transfert de la main d'œuvre familiale — masculine en particulier — vers les cultures vivrières à cycle court ou le maraîchage à forte valeur commerciale. La limite à l'extension des surfaces cultivables et la moindre disponibilité foncière font que l'on a aussi assisté, dans certaines zones, à un important phénomène d'arrachage des caféiers, malgré les menaces de représailles des administrations de tutelle.

D'un paysage agraire relativement homogène et centré sur les cultures d'exportation, on assiste à partir des années 90, à la régression générale de la place du cacao et des cafés. Des évolutions différenciées cependant se sont dessinées (présentées dans cet article en 6 zones), selon les conditions géographiques des zones et les particularités socio-économiques, culturelles et démographiques des populations.

Dans la Léké, des exploitations morcelées, en raison de la forte densité de population. Dans cette zone très proche de Yaoundé, l'espace est saturé avec une densité de population oscillant entre 100 et 150 hab./km². Le cacao est longtemps resté la culture dominante dans les systèmes d'explo-

tation, mais ces systèmes ne sont plus viables aujourd'hui : avec les héritages successifs, de génération en génération, les superficies moyennes des exploitations sont passées de 2 à 1 ha ces dernières an-

nées, les cacaoyères ne permettent plus alors de faire vivre une famille. Aussi, la dynamique de production est marquée par le développement des spéculations à cycles courts (maïs, manioc, tomate) et, dans les bas-fonds, la pis-

ciculture est généralement associée à l'élevage de la volaille ou des aulacodes, sources de revenus supplémentaires des ménages.

Comme tous ne peuvent vivre des produits des exploitations devenues trop petites, on observe différents mouvements migratoires. De nombreux jeunes sont allés à Yaoundé faire des études et/ou chercher du travail. Diplômés ou non, n'ayant pas trouvé d'emploi en ville, ces jeunes sont revenus dans la Léké après quelques temps ; et là, faute de pouvoir accéder à la terre, un second mouvement migratoire des jeunes s'observe, vers le Mbam et Kim à présent (zone présentée ci-dessous).

Dans la zone du Mbam, une dynamique de front pionnier : la fuite en avant vers une différenciation des systèmes de production ? Dans cette zone située dans la province du Centre se développe un nouveau front pionnier, colonisé en majorité par les populations venues de la Léké, et favorisé par une main d'œuvre saisonnière venant de la partie Nord Ouest du pays.

Si le cacao reste toujours présent, ce front pionnier se développe cependant dans une logique de diversification notamment sur le vivrier (maïs, plantain, macabo, igname, etc.) en réponse à un marché de proximité et sous-régional en expansion (marché de Yaoundé et du Gabon). Toutefois les difficultés de commercialisation, de stockage, de transformation et de conservation sont des limites certaines à l'expansion du vivrier.

Le palmier à huile surtout, présenté comme une alternative à la cacaoculture, y tient une place croissante (finalité commerciale et alimentaire). La culture du palmier est l'affaire des élites² parce

2. Il s'agit des hauts fonctionnaires ou hommes d'affaire, dont l'activité agricole est secondaire. Ils sont généralement qualifiés de « propriétaires absents ».

« LA RÉGRESSION DU CACAO ET

DES CAFÉS EST GÉNÉRALE, MAIS

DES ÉVOLUTIONS DIFFÉRENCIÉES SE

DESSINENT »

1. Dans les années 60, le Cameroun était le premier producteur de cacao.

qu'elle nécessite un important investissement de départ et des garanties sur la propriété foncière, donc la maîtrise des rouages administratifs. Les superficies de plantations sont de plus en plus importantes : de 20 à 30 ha, jusqu'à 100 ha et plus. Il faut cependant noter qu'un mouvement de replantation du cacao se dessine de la part des jeunes agriculteurs qui s'installent sous l'encadrement des écoles rurales³.

Dans la zone d'Eseka, en pays Bassa, de grandes palmeraies villageoises sous l'impulsion de projets étatiques.

La cacaoculture laisse ici progressivement place au développement de palmeraies villageoises, favorisées par la mise en place par l'État de projets tels que Pèpipalm ou le projet PPTE⁴ sur la relance des palmeraies.

Ces palmeraies couvrent aujourd'hui plus de 45 000 ha et produisent quelques 30 000 à 40 000 tonnes d'huile brute, dont 10 000 tonnes sont transformées par les huileries industrielles, et le reste par le secteur informel.

Le manioc et le bananier plantain en culture pure gagnent également de l'espace.

Dans la zone d'Ebolowa-Sangmelima, développement de grandes plantations et saturation foncière.

La cacaoculture reste présente avec des systèmes de production relativement homogènes caractérisés par les superficies de petites tailles et une main d'œuvre familiale en pleine recomposition. En effet, grâce aux opportunités offertes par le marché intérieur et les marchés transfrontaliers (Gabon et Guinée Équatoriale), on assiste à une expansion des superficies de manioc et surtout de bananier plantain, cultures jadis considérées comme l'affaire des femmes mais qui sont aujourd'hui également pratiquées par les hommes.

Si le cacao reste un marqueur foncier, il commence cependant à subir la concurrence des vastes plantations de palmier à huile des élites (jusqu'à 200 ha). Cette concentration foncière pose des problèmes d'accès à la terre surtout pour les jeunes de familles pauvres. Si le droit coutumier précise que la terre appartient à celui qui

la met en valeur, la méconnaissance des rouages administratifs ne permet pas à ces familles d'obtenir des titres fonciers et de sécuriser des terres pour leur descendance.

Les terres exploitables sont de plus en plus éloignées. Certaines familles sont obligées de créer des habitations secondaires à 10 ou 15 km des villages pour exploiter la terre. D'autres familles, ne disposant pas d'accès à la terre, deviennent salariées agricoles dans les palmeraies des élites.

Dans la zone Sud Ouest, une petite cacaoculture familiale jouxte des plantations agro-industrielles.

L'agriculture paysanne reste ici dominée par le cacao, principale source de revenus. La crise des années 90 n'a pas véritablement freiné la dynamique de replantation. Ces producteurs ayant mis à profit la remontée des prix du cacao pour replanter, cette zone de production est de fait aujourd'hui la plus importante au Cameroun. La dynamique est portée notamment par certains personnels des entreprises publiques et du secteur privé en préparation de leur retraite et par les jeunes sans emplois venus s'installer dans les villages.

Le salariat agricole et le métayage sont assez développés dans cette zone (immigrés du Nord Ouest et nigériens). On note aussi une tendance à la diversification autour de cultures vivrières (macabo, plantains, patates) et le développement de palmeraies villageoises dans le département de la Meme.

Les possibilités de création de nouvelles grandes plantations sont aujourd'hui limitées par des obstacles naturels (le mont Cameroun) et la présence déjà marquée de plantations agro-industrielles (hévées, palmiers de la Cameroon Développement Corporation, bananiers de Delmonte, etc.).

La zone Moungo et Ouest, la disparition progressive de la culture du café.

Dans le Moungo, la grande partie du foncier est occupée par les multinationales produisant de la banane douce et de l'ananas. Dans cette zone, on assiste à un important phénomène d'arrachage du café, qui laisse place aux ananas et à la papaye solo pour le marché d'exportation ou à des cultures pures de maïs. De nouvelles pratiques de vente, mais surtout de location des terres (50 000 FCFA/ha/

an, soit 77 euros) se développent, au profit de nouveaux agriculteurs *businessmen*.

À l'Ouest, le café a également fortement régressé, remplacé par endroit par les colatiers et d'autres arbres fruitiers jouant le rôle de marqueur foncier. Les hommes se sont lancés dans les productions vivrières (maïs, haricots, macabo, pommes de terre, etc.), généralement en association, et maraichères (tomates, pastèques, haricots verts). Les réserves de raphiales (forêts marécageuses) des bas-fonds font place à des cultures intensives de produits maraichers, notamment en contre-saison grâce à l'utilisation de moto-pompes.

L'évolution des systèmes agraires et de production reste fortement liée aux stratégies de minimisation des risques adoptées par les producteurs.

Notamment en ce qui concerne la gestion des coûts induits par la conduite des vergers cacao et café (abandon progressif du suivi et de l'entretien de l'arbre en l'absence de prix incitatif au niveau du marché).

Pour ce qui est du café, les enjeux actuels et les perspectives à moyen terme tournent autour de la conquête des marchés de niche (cafés d'origine, commerce équitable). Les opportunités à moyen et long terme sont très favorables à un développement de l'exportation sur les marchés chinois, des pays émergents, ou encore de l'Union européenne.

Conscients de ces enjeux, les pouvoirs publics au plus haut niveau de l'État ont déjà fixé le développement de ces produits comme prioritaire pour relever et stabiliser les revenus dans les zones du Centre et du Sud Cameroun. La création d'un fonds de relance des filières cacao et café, cogéré par les producteurs et l'État, est l'un des instruments stratégiques composant le programme. De même, l'appui au développement de la production, l'amélioration de la commercialisation, le développement d'une demande locale et sous-régionale et l'effort de transformation locale sont les axes directeurs du programme de relance du ministère de l'Agriculture et du Développement rural (Minader). ■

3. Comme le centre de développement rural de Talba (CDRT) par exemple.

4. Pays pauvres très endettés.

Kano (Nigeria) : intensifier tout en respectant l'environnement

► SYSTÈMES DE PRODUCTION

Ibrahim Maigari, département de Géographie, université de Bayero, Kano, Nigeria. dramih@hotmail.com

Maharazu Yusuf, département de Géographie, université de Bayero, Kano, Nigeria. mhrzyusuf@yahoo.com



► La version originale anglaise de cet article est publiée sur le site de *Grain de sel*, www.inter-reseaux.org. La rédaction remercie ici Michael Mortimore, de Drylands Research, pour sa contribution à la réalisation de l'article et sa relecture de la traduction www.drylandsresearch.org.uk

LA ZONE RURALE de peuplement dense de Kano compte plus de 6 millions d'habitants autour de la grande métropole qui en compte elle-même 1,5 millions. Située dans la région semi-aride du Nord Nigeria, elle se caractérise par des densités de populations qui dépassent les 200 h/km² sur de grandes surfaces. On y trouve, sur plus de 80 % du territoire, des cultures pluviales hautement intensives et du bétail sur des propriétés de moins de 1 hectare. Le paysage est une mosaïque d'exploitations fragmentées avec des arbres économiquement valorisables, les limites des champs sont plantées d'arbustes. Les projets de développement rural mis en œuvre sur la zone ont, en général, visé à appuyer intensification durable et participation au marché.

Évolutions des conditions écologiques. Les précipitations annuelles moyennes ont baissé d'environ un tiers entre les années 60 et les années 90, pour rester ensuite au même niveau (même si les années 1996, 1999 et 2003 ont été particulièrement sèches). Cependant, la saison des pluies, qui dure de 4 à 5 mois, commence et s'achève à des moments variables. Son intensité également est variable, en général forte. La sélection des cultures, les plantations et les stratégies agronomiques

LA RÉGION DE KANO a connu, au cours des dix dernières années, des évolutions notables tant sur le plan écologique que socio-économique et des systèmes de production. Une constante, la très forte densité de peuplement, n'a pas pour autant menacé la survie de ses populations, qui ont mis en œuvre des stratégies d'adaptation efficaces.

doivent être adaptées en conséquence. La végétation naturelle (région boisée d'épineux de la savane soudanienne) a disparu suite à des années de culture, brûlis et pâturage, et a été remplacée par des parcs agroforestiers avec des arbres à usages multiples, intégrés dans les systèmes de production.

Il existe une différence importante entre les zones urbaines (avec beaucoup de plantes exotiques et quelques arbres indigènes) et les zones rurales où les espèces indigènes prédominent (utilisées pour le feu, le fourrage, la nourriture et la médecine). La fertilité des sols, bien que moins importante que dans la végétation naturelle, est maintenue à des niveaux constants par l'utilisation d'engrais biologiques (fumier et compost) et chimiques (lorsqu'ils sont abordables).

Évolutions des systèmes de production. Les cultures de rente, l'élevage de petits ruminants, la gestion des animaux de trait et celle des arbres sont très intégrés à travers l'usage des résidus de récoltes comme fourrage, celui des déjections du bétail comme fumier pour les cultures, et des arbres pour pâture, cuisine

et bois de construction. Les champs mis en jachère deviennent de moins en moins nombreux, et pour moins de trois ans. La mise en jachère est plus le signe d'un manque d'intrants que d'une stratégie de restauration de la fertilité. Ce système intensif a été maintenu au cours des quinze dernières années. Le système est appuyé par des stratégies de diversification économique qui visent à maximiser les rendements les bonnes années et à minimiser les pertes lors du manque de pluies. Les profits retirés de cette diversification paient les investissements de la ferme, garantissent la sécurité alimentaire et financent les

achats de semences et d'animaux. On estime que les récoltes et la production animale augmentent lentement, sauf lorsque les sécheresses entraînent une baisse de production, qui a des impacts majeurs sur les familles les plus pauvres. Cela dit, après 2004 (une mauvaise année), beaucoup de foyers s'en sont sortis suite à une récolte exceptionnelle en 2005.

La densité des arbres dans les fermes a été maintenue entre les années 70 et le début des années 90 à environ 15 arbres adultes par hectare. Un tel taux est possible grâce à une gestion attentive, cohérente avec le système de production dans son ensemble, dans lequel la coupe est restreinte aux branchages ou aux arbres morts pour répondre aux besoins en bois de chauffe des familles. Une recherche menée en 1996 a montré que, parmi les vingt-quatre arbres les plus utiles, treize ont des fruits comestibles, vingt sont utilisés pour le bois de chauffe, quatorze servent de pâture au bétail et onze sont utilisés pour le bois de construction. Les arbres ne sont abattus que s'ils sont morts, malades, concurrencent des jeunes plants proches, sont menacés par les orages ou doivent, en dernier recours, être vendus par des propriétaires ayant des difficultés économiques.

Évolutions des conditions socio-économiques. Au cours des quinze dernières années la grande majorité des habitants de la zone a subi de plein fouet une récession tant économique que sociale commune à tout le pays, avec notamment :

- le déclin de l'emploi urbain (environ 80 % des entreprises ont fermé, et les 20 % restant sont fermées momentanément ou travaillent en dessous de leurs capacités). Le chômage des jeunes est passé de 15 % à la fin des années 80 à 76 % en 2005, et la pauvreté de 25 % à 83 % ;
- un fort niveau d'insécurité qui se traduit par des conflits religieux, politiques, ethniques et des problèmes

« INTÉGRÉS DANS LES SYSTÈMES DE PRODUCTION, LES ARBRES ONT DES USAGES MULTIPLES »

sociaux, des actes de banditisme, des vols à main armée, etc. ;

- un déclin dans la fourniture des services de base — électricité, eau, combustible — et des services sociaux.

Ces obstacles de taille ont un impact à la fois direct et indirect sur les systèmes de production de la zone, amenant à des distorsions dans la production économique et la cohésion sociale qui affectent inévitablement la productivité des écosystèmes. Cependant, les activités de quelques ONG, et les investissements continus dans les arbres, la terre et l'eau (dans une moindre mesure), ont contribué à réduire l'impact de ces chocs. La restauration de la loi islamique (*charia*) mise en place depuis quatre ans devrait renforcer la gouvernance à Kano.

Les pressions socio-économiques qui ont menacé la durabilité du système de production de la zone au tournant du XXI^e siècle sont notamment :

- des densités de population plus fortes en milieu rural, du fait d'un accroissement continu de la population, assorti d'une demande croissante en combustible bois générée par une population urbaine toujours plus nombreuse ;
- la hausse du prix du kérosène, qui est la seconde source de combustible de cuisine dans le Kano urbain. Les deux tiers des familles de petite ou moyenne taille utilisaient le kérosène pour cuisiner et s'éclairer au début des années 90, mais maintenant, seules très peu de familles le font ;
- le bétail est en augmentation, aussi bien les petits ruminants que les bovins, spécialement les bœufs de trait, que l'on rencontre désormais communément. En 1995, par exemple, il y avait seulement trois paires de bœufs de trait dans le village de Gamji Tara. Aujourd'hui, on en compte plus de dix (au moins un pour trois foyers). Cela augmente la pression sur la ressource en alimentation animale, y compris les feuilles des arbres.

Évaluation de la situation actuelle
Nous allons tenter, à partir de ces

tendances, d'évaluer la durabilité de la zone, selon trois points de vue : la capacité de régénération de l'écosystème, du système de production et des sources de revenus.

Quelques-unes des tendances identifiées ci-dessus mettent une pression plus grande sur la ressource forestière. Des preuves ont été données de la déforestation rurale dans le parc agroforestier. Dans une localité (Dausayi), de 1996 à 2000, la coupe d'arbres est passée de 31 par an à 102 par an en cinq ans, et alors que 68 % des personnes enquêtées déclaraient utiliser le bois pour cuisiner en 1990, 80 % en avaient cet usage en 2000. À partir de 1997, alors que les prix du kérosène augmentaient de 100 % en une année, des paysans ont commencé à acheter

et couper des arbres sur pieds, pour les vendre à des revendeurs à Kano, comme activité majeure. Le chômage, surtout en saison sèche, est aussi un problème à considérer.

Cependant, une telle exploitation du parc agroforestier est illégale. Et on ne peut encore, faute de données suffisamment globales, en évaluer l'impact sur l'écosystème.

En ce qui concerne le système de production, il a été observé que la productivité en termes de récolte et de production animale ne semble pas être dans un déclin général. Du fait de son association à des investissements continus, elle suggère que la plupart des paysans — aussi pauvres soient-ils — donnent toujours la priorité à la durabilité (comme prouvé dans des études antérieures). Cela dit, nous n'avons pas trouvé de chiffres pour la région dans son ensemble.

Concernant les sources de revenus, il est intéressant de faire plusieurs observations :

- le fossé de taille conséquente qui sépare, par le passé, les zones urbaines des zones rurales, en termes de différenciation sociale, s'est réduit. De nombreuses familles rurales ont un meilleur accès à l'éducation, aux services médicaux et à des logements améliorés. On constate aussi que de plus en plus de foyers possèdent bi-

cyclettes, motos ou moulins ;

- les zones rurales sont mieux desservies en termes d'accessibilité à la route (de plus en plus de routes goudronnées et de nombreuses routes secondaires apparaissent). Ces améliorations facilitent l'accès aux marchés ;
- l'accès au crédit s'est amélioré, spécialement pour les femmes, avec l'aide d'ONG et du gouvernement d'État (qui a appuyé plus de 25 000 femmes entre 1999 et 2005) ;
- certaines ONG, et des bailleurs de fonds internationaux, ont procuré un renforcement des capacités économiques à un nombre significatif de femmes et de jeunes.

Sur la base de ce bref rapport de situation, on pourrait conclure que le système agraire de la zone rurale de Kano, qui a survécu des siècles durant aux changements et aux crises, continue d'affronter des défis majeurs ; cependant sa capacité à s'adapter à travers une intensification continue et la diversification n'est pas épuisée. Ce capital humain et social est la meilleure garantie d'une future durabilité. ■



© Anne-Laure Roy

Pour en savoir plus

DÉFINITIONS

Le système agraire

Le « système agraire » est un cadre d'analyse qui met en évidence la constitution historique de sociétés agraires afin d'utiliser le milieu, gérer les ressources et satisfaire les besoins sociaux du moment, et des changements pouvant mener à des situations de crise et à l'adoption de nouveaux modes d'exploitation.

Le concept peut être défini comme un ensemble d'interrelations qui conditionnent le mode d'exploitation du milieu : la relation des paysans avec les milieux naturels (techniques, fertilisation, etc.), les relations au sein des familles et entre les villages, le contexte socioéconomique général (prix, infrastructures, etc.).

Le système de production et les sous-systèmes productifs

Le « système de production » s'intéresse à l'organisation de la production au sein d'une exploitation agricole. Il « peut être défini comme la combinaison (dans l'espace et dans le temps) des ressources disponibles (travail, terre, installations, équipements et autres moyens de production) et des productions elles-mêmes (végétales et animales), par l'agriculteur, pour atteindre des objectifs » (M. Dufumier, 1996). Un regard particulier est porté sur les interconnexions entre les sous-systèmes productifs : systèmes de culture (parcelles cultivées de façon homogène); systèmes d'élevage (tout ou partie du troupeau élevé de façon similaire); sys-

tèmes de première transformation des produits agricoles (décorticage, séchage, élaboration de produits fermiers, etc.) et autres activités participant à la réalisation de ces sous-systèmes (transport, management, etc.).

Références bibliographiques

- « Observer et comprendre un système agraire », les Éditions du Gret, collection, Agridoc, Paris, 2002, 111 pages.
- « Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine », Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, Seuil, 1997, 533 pages.
- « Les projets de développement agricole. Manuel d'expertise », Marc Dufumier, Karthala, 1996, 354 pages.

CARTE DES PRINCIPALES ZONES VIVRIÈRES EN AFRIQUE DE L'OUEST

